

Retour aux communs – Pour une transition copernicienne de Michel Magny

Présentation

Michel Magny est directeur de recherche émérite médaille d'argent du CNRS, au laboratoire Chrono-environnement de Besançon. Paléo-climatologue, il est spécialiste des changements climatiques et environnementaux et de leurs interactions avec l'histoire des sociétés. Il a publié plusieurs ouvrages, dont : *Une histoire du climat, des derniers mammoths au siècle de l'automobile* en 1995 ; *Aux racines de l'anthropocène, une crise écologique reflet d'une crise de l'homme* en 2019 ; *Le Que sais-je L'anthropocène* en 2021 ; et *Retour aux communs – Pour une révolution copernicienne* en 2022.

Dans ce dernier ouvrage, il retrace depuis leurs origines l'évolution du vivant et des sociétés, nous rappelant que nous sommes partie intégrante du premier et que nous ne sommes humains que dans le cadre des secondes. Il nous montre comment le capitalisme a arraisonné la nature et les peuples, détruisant dans un même processus écosystèmes et sociétés, et menant ainsi l'humanité à sa perte. Pour sortir de l'Anthropocène, il nous propose d'opérer une révolution copernicienne : il s'agit de renverser l'ordre que le néolibéralisme a imprimé dans notre imaginaire, ordre selon lequel l'économie soumet à son besoin de croissance le politique, puis la société et la nature ; et de reconstruire une autre vision, où la nature englobe la société, le politique et enfin l'économie. Pour cette transition qui est d'abord culturelle, il nous fournit une boussole : la restauration de nos deux communs fondamentaux que sont la biosphère et la société, et qui nous font vivants et humains.

La suite de cet article propose un résumé du livre, puis, en guise de conclusion, quelques lignes sur ce que j'en retiens.

Résumé

Introduction

L'idée d'une « transition écologique » s'impose au fur et à mesure que se manifestent les désastres dus à la convergence de l'explosion démographique, de la globalisation de l'économie et d'une crise écologique planétaire. Ce concept peut être interprété de bien des façons et est source de bien des débats. L'ambition de cet ouvrage est d'apporter l'éclairage fourni par une mise en perspective depuis les origines de notre histoire.

Deux faits essentiels sont ainsi mis en lumière : la société est le commun originel qui nous fait véritablement humains, et nous sommes partie intégrante de la communauté biotique qui rassemble tous les organismes vivants. Or le dépassement des limites planétaires par un système-monde néolibéral aux appétits illimités menace et l'une et l'autre.

D'où la proposition d'une révolution copernicienne prenant le contre-pied de l'idéologie néolibérale, et dont la boussole est de maintenir la durabilité de ces deux communs hors desquels nous perdons à la fois notre essence et notre existence.

Ce qui nous fait humains

Depuis la publication par Charles Darwin de *L'origine des espèces au moyen de la sélection naturelle* en 1859, nous savons que l'homme a les mêmes ancêtres que les grands singes. Avec 98,8% de son génome semblable à celui des chimpanzés, « l'homme est un singe parmi d'autres », comme le souligne le paléanthropologue Jean-Jacques Hublin.

Notre dernier ancêtre commun avec les Panines (chimpanzés et bonobos), a vécu il y a 6 à 9 millions d'années ; sont apparus ensuite les premiers Hominines, puis les Australopithèques, puis les Paranthropes et le genre Homo. De cet ancêtre commun, la lignée humaine a hérité l'organisation en groupes sociaux polyandres (plusieurs mâles et plusieurs femelles), courante chez les primates.

Homo a commencé à se répandre il y a 1,8 millions d'années, et Homo sapiens a colonisé l'ensemble des continents entre – 100 000 et – 10 000 ans. Le refroidissement et l'assèchement du climat entre - 2,8 et - 0,8 millions d'années a concouru à cette expansion en provoquant une fragmentation du couvert forestier et un développement de la savane, ce qui a favorisé la bipédie. Celle-ci a permis l'accroissement de la capacité crânienne des humains : déjà très supérieure à celle des Australopithèques (650 cm³ contre 350 cm³ en moyenne), elle a atteint 1500 cm³. Un cerveau aussi volumineux pose deux problèmes : celui de l'accouchement et celui de la consommation d'énergie.

Le premier problème est résolu par une naissance avant la maturité du cerveau, laquelle n'est atteinte que vers 5 à 6 ans. Mais cette solution accentue le second problème, car le cerveau en développement du bébé et du jeune enfant est encore plus gourmand en d'énergie (celui d'un enfant de 4 ans et demi capte les deux tiers de sa consommation d'énergie, contre 20% chez l'adulte au repos). Et elle en crée un troisième : la mère est accaparée par un bébé entièrement dépendant.

L'organisation sociale va évoluer pour répondre à ces difficultés : le père subvient désormais aux besoins de la mère et du bébé. Cette apparition de la paternité s'accompagne de l'abandon de la polygamie, qui implique trop de bouches à nourrir ; cela génère une baisse de la compétition entre mâles. L'ensemble du groupe, et en particulier les anciens, assurent l'éducation des jeunes, du sevrage vers deux ans jusqu'à leur autonomie vers quinze ans. Ainsi les humains survivent-ils au-delà de l'âge de reproduction biologique afin d'assurer la reproduction culturelle, ce qui nécessite l'appui du groupe, car les anciens ne peuvent plus produire assez pour leur propre consommation. Dans ces sociétés où la transmission des savoirs est assurée, se développe la culture, avec des activités symboliques apparues il y a 300 000 ans, et la technique, initiée avec la taille des outils entre autres par les Australopithèques.

La révolution cognitive a ainsi été une révolution sociale, avec un développement de la solidarité, de la coopération et du partage au sein du groupe. Darwin montre d'ailleurs dans son second ouvrage, la *Filiation de l'homme* publié en 1871, que, dans le cas de l'espèce humaine, sont favorisés les individus ayant des comportements altruistes et solidaires et non les plus aptes à la lutte.

L'émergence et l'évolution de la lignée humaine est donc intriquée avec celles de la société : celle-ci est le commun originel qui nous fait humains.

Ce qui nous fait vivants : se penser comme espèce

L'unique illustration de *L'Origine des espèces* est un schéma montrant la diversification croissante

des formes de la vie depuis son origine, sans aucune hiérarchie. Le biologiste allemand Ernst Haeckel a trahi la pensée de Darwin lorsqu'il a publié, vingt ans plus tard, un arbre évolutif plaçant l'homme au sommet de l'évolution.

On privilégie aujourd'hui une représentation en forme de disque, dont le centre représente la souche originelle de la vie, qui se diversifie dans toutes les directions jusqu'à la périphérie du disque, laquelle est constituée de toutes les espèces existant actuellement. Cette représentation place au même niveau toutes les espèces actuelles, dans une grande ronde du vivant, et en montre l'extraordinaire diversité. Elle écarte toute suprématie de l'homme sur les autres formes de vie, et toute téléologie : l'histoire longue de la vie n'atteste que de la puissance de sa propre créativité, et aucunement d'une finalité qui serait l'homme, comme le défendait à tort Teilhard de Chardin.

Les origines de la vie restent mystérieuses. Les biochimistes évoquent une « soupe primitive » dans laquelle la vie se serait développée à partir de réactions chimiques il y a 3,8 milliards d'années. Tous les êtres vivants partagent les mêmes molécules : ADN, ARN et protéines, ce qui suggère bien un ancêtre commun, qui a été appelé LUCA (last universal common ancestral), et qui a évolué en trois branches : les Bactéries, les [Archées](#) et les Eucaryotes. Les Bactéries présentent la plus grande diversité génétique et occupent les trois quarts du cercle. Les Eucaryotes, eux, possèdent les plus grandes tailles de génomes, d'où leur grande diversité morphologique ; l'homme ne peut se prévaloir du plus grand génome : ceux du riz ou de la souris par exemple le surpassent.

Cette évolution du vivant a connu plusieurs étapes décisives. La première est l'apparition de la photosynthèse, qui s'est produite il y a environ 3,4 milliards d'années et a changé la destinée de la Terre. La production d'oxygène, qui débute alors, se répand dans les océans puis dans l'atmosphère. Cela a sauvé les océans de l'assèchement qu'ont connu Mars ou Vénus, car l'oxygène se recombine avec l'hydrogène issu de l'évaporation, qui sinon se perd dans l'espace en raison de sa légèreté. La diffusion de l'oxygène dans l'atmosphère permet aussi la formation de la couche d'ozone qui protège la vie terrestre des rayonnements ultraviolets dangereux pour l'ADN.

La deuxième est l'apparition des Eucaryotes, il y a environ 1,7 milliard d'année. Ces nouveaux organismes, probablement issus de la symbiose entre une bactérie et une archée, ont plusieurs particularités : leur matériel génétique se trouve dans un noyau ; ils possèdent des éléments cellulaires assurant la respiration ; ils sont équipés de cils et flagelles qui les rendent mobiles et autonomes.

La troisième est le passage de la vie aquatique à la vie terrestre, il y a 460 millions d'années. La suite s'enchaîne plus rapidement : l'apparition des premiers mammifères (semblables aux musaraignes actuelles) il y a 220 millions d'années, puis l'émergence des Hominines il y a 7 millions d'années.

Ainsi, les êtres vivants végétaux ou animaux, sont-ils tous parents ; ils sont tous héritiers de cette très longue évolution, fruits d'échanges symbiotiques autant voire plus que de compétition ; et ils sont tous interdépendants. Cette grande famille, la biosphère¹, est une force biologique qui transforme la planète, ainsi que le dit le géochimiste russe Vlaimir Vernadski². Elle est en interaction avec la lithosphère, l'hydrosphère et l'atmosphère, et cet ensemble constitue le « système Terre ». Cette approche holistique sous-tend le concept d'écosystème défini par le botaniste anglais Arthur Tansley en 1935 : réseau complexe d'interactions au sein d'une communauté d'êtres vivants ainsi qu'entre elle et son environnement physico-chimique, c'est à dire son biotope.

On le voit, la distinction entre homme et nature n'a pas de sens. Être vivant, c'est être en relation avec d'autres espèces et un biotope, au sein d'écosystèmes imbriqués. S'alimenter c'est appartenir à

¹ Terme créé par le géologue autrichien Eduard Suess en 1875

² *La biosphère*, 1926

un réseau trophique, boire c'est s'inscrire dans le grand cycle planétaire de l'eau, respirer c'est contracter une dette envers les arbres et le plancton. C'est notre appartenance à la communauté biotique qui nous fait vivants.

Des écosystèmes sous pression, des limites outrepassées

Cette communauté biotique est désormais en danger. L'homme a un tel impact sur le système Terre que, telle une force géologique, il a provoqué un changement d'ère. Le Prix Nobel de chimie néerlandais [Paul Crutzen](#) l'annonçait dans un discours en 2000 : nous ne sommes plus dans l'Holocène, cette période interglaciaire qui a favorisé l'épanouissement des sociétés humaines depuis 11 700 ans ; nous sommes entrés dans l'Anthropocène, période d'instabilités provoquées par des activités humaines qui menacent l'habitabilité de la Terre.

Dès les années 1800 la révolution industrielle transforme l'économie organique, fondée sur l'énergie solaire et la régénération naturelle de la biomasse, en une économie extractive et thermo-industrielle. Après la seconde guerre mondiale, cette économie comme ses impacts connaissent une croissance exponentielle ; c'est la période dite de « la grande accélération ».

Parallèlement, la démographie explose : 1 milliard d'humains en 1800, 3 en 1960, 8 depuis 2023, et entre 9 et 10 milliards en 2050 selon les prévisions de l'ONU. Cela s'accompagne d'une urbanisation croissante : les villes abritaient 3% de la population en 1800, elles en concentrent 50% en 2010, et ce pourrait être 75% en 2050. Avec 80% du PIB et 70% des émissions de gaz à effet de serre, elles exercent une pression puissante sur les écosystèmes. De plus, elles génèrent une déconnexion dramatique entre les humains et le reste du vivant, désormais éloigné de leur expérience quotidienne.

Le risque de cette grande accélération est de déstabiliser le système Terre, tant sa capacité de charge est outrepassée. Pour évaluer ce risque, une équipe internationale de chercheurs, animée par le suédois Johan Rockström et l'américain Will Steffen, a identifié 9 limites planétaires au-delà desquelles le système peut être brutalement et irrémédiablement modifié.

Selon [leur dernière publication](#), parue en 2023³, 6 de ces limites sont d'ores et déjà dépassées : le changement climatique, l'érosion de la biodiversité, la modification des surfaces terrestres par l'Homme, les ressources en eau douce, les perturbations globales des cycles de l'azote et du phosphore, et la pollution chimique. Une septième est en voie de l'être : l'acidification des océans. La huitième, qui concerne les aérosols atmosphériques, n'est pas encore en zone de danger au niveau planétaire, mais elle est d'ores et déjà à l'origine d'un décès sur cinq. La neuvième, enfin, est une source d'espoir, puisqu'il s'agit du seul exemple où l'action internationale a permis de revenir dans la limite, bien que la situation demeure fragile : il s'agit de la couche d'ozone qui était attaquée par certains gaz halocarbonés que le protocole de Montréal a interdit.

Parmi ces limites deux ont une importance cruciale, car chacune peut à elle seule faire basculer le système-Terre dans un nouvel état : le changement climatique et l'érosion de la biodiversité. Pour ce qui est du changement climatique, le GIEC nous dit qu'il ne faut pas que la température moyenne augmente de plus de 1,5°C, et que pour cela il nous faut absolument réduire nos émissions de CO₂ de 48% d'ici 2030, et de 99% d'ici 2050. Pour l'instant cependant, et malgré l'accord de Paris, les émissions augmentent toujours, alors qu'il nous reste moins d'une génération pour agir. Pour ce qui est de la biodiversité, la 6ème extinction de masse est en cours, et les causes en sont connues : la destruction et la fragmentation des habitats (30% des perturbations), la surexploitation des ressources naturelles (23%), le changement climatique (14%), la pollution (14%), et la diffusion

³ Ndlr : j'ai actualisé cette partie du résumé pour tenir compte de cette dernière publication

d'espèces invasives (11%)⁴. Outre le taux d'extinction des espèces, dramatiquement élevé, le danger vient de la perte de diversité fonctionnelle, avec la disparition d'espèces « clef de voûte » de certains écosystèmes, comme les insectes pollinisateurs, ou les vers de terre.

Ce constat doit cependant être appréhendé globalement, car tous les processus à l'œuvre interagissent et renforcent mutuellement leurs effets. Les gaz à effets de serre sont à l'origine du changement climatique mais aussi de l'acidification des océans... laquelle provoque un déclin du plancton qui affaiblit la capacité des océans à absorber le CO₂. Le changement climatique affecte la disponibilité en eau douce, augmentant la population soumise à un stress hydriques élevé et les tensions liées à l'accès à l'eau entre pays. Le déversement par l'agriculture industrielle d'engrais azotés et de phosphate pollue la ressource en eau et nuit à la biodiversité, avec le développement de zones mortes dans les océans au débouché des cours d'eau. Quant à la pollution chimique, il est impossible d'en évaluer les effets délétères puisque 80% des molécules de synthèse rejetées dans l'environnement ne font l'objet d'aucune étude de leur impact potentiel, mais il est certain qu'elle s'est diffusée dans l'ensemble du système-Terre. Ainsi, seule une approche holistique permettra d'agir efficacement.

Une autre façon d'évaluer le dépassement des limites planétaires est d'estimer la surface nécessaire pour satisfaire les besoins des humains et absorber leurs déchets, rapportée à la capacité de la Terre. Cet indicateur est exprimé en hectare global (hag), c'est à dire un hectare ayant la capacité de production de ressources et d'absorption de déchets correspondant à la moyenne mondiale. Bien qu'imparfait, il a l'avantage de permettre de comparer l'impact des différentes populations : il est de 1,2 hag pour un indien, 1,39 hag pour un Africain, 5,15 hag pour un Européen de l'Ouest , 8,33 hag pour un Américain du Nord et 14,4 hag pour un Qatari, sachant que [la biocapacité de la terre est de 1,68 hag par personne](#) (estimations 2014).

Une telle disparité interroge et invite à s'intéresser aux sociétés : ce ravage effrayant du système Terre a-t-il au moins permis le bonheur de l'humanité ?

Des sociétés sous tension

Comprendre la situation des sociétés aujourd'hui nécessite de revisiter leur histoire profonde, qui a transformé au long des millénaires⁵ depuis la révolution néolithique, le mode de subsistance des chasseurs-cueilleurs en une économie de production fondée sur l'agriculture et l'élevage. Une révolution spirituelle a accompagné ce processus : les cosmogonies horizontales du Paléolithique et leurs cortèges animaliers firent place à une vision verticale du monde, où des dieux et déesses surplombaient les sociétés.

Avec la sédentarisation et la possibilité du stockage apparaissent les inégalités. Un pouvoir politique émerge, qui échappe au corps social et le surplombe ; un individu ou une élite s'institue comme intermédiaire entre le monde des dieux et celui des hommes pour assurer la prospérité de tous, tel le roi-prêtre de la première cité-État de Mésopotamie⁶ ou les pharaons d'Égypte. La domination de la nature s'accompagne ainsi de celle des hommes, et la pratique de l'esclavage se développe.

Ce nouvel imaginaire se renforce dans l'Europe de la fin du Moyen Age. En écho à la Genèse (« remplissez la Terre et soumettez-la »), des penseurs tels que Francis Bacon et René Descartes incitent les hommes à accroître leur emprise sur la nature entière et à devenir « comme maîtres et possesseurs de la nature », grâce à leur raison et au développement des sciences. Anthropocentrée

⁴ Rapport de l'IRBES de 2019

⁵ Proche et Moyen Orient : -9000/-8000 ; Chine : -8000/-7000 ; Indonésie:-8000/-3000 ; Amérique centrale : -8000/-3000 ; Amérique du Sud : -5000/-3000 ; Amérique du Nord : -2000/-1000 ; Afrique Subsaharienne : -3000/-1000.

⁶ Uruk, fin du quatrième millénaire avant J.C.

et prométhéenne, l'approche cartésienne stimule l'essor des sciences et techniques qui s'engage avec les Temps modernes.

Parallèlement se développe le capitalisme du « commerce au loin », basé sur le commerce de produits de luxe. Cherchant de nouvelles voies vers l'Asie en raison de l'expansion ottomane, les européens s'emparent successivement des Antilles, de l'empire Aztèque et de celui des Incas. Ayant provoqué la disparition brutale de 54 millions d'indigènes sur les 60 millions qui peuplaient les Amériques en 1492, ils se procurent la main d'œuvre dont ils ont besoin par la déportation massive d'Africains.

L'arraisonnement des autres peuples par l'Occident se poursuit avec l'emprise britannique sur l'Inde, le dépeçage de l'Afrique en 1885 (traité de Berlin), les traités de commerce inégaux avec les pays asiatiques. Les indigènes des colonies sont dominés de façon inflexible et exploités sans pitié. Les famines coloniales provoquent 30 millions de victimes. Les Européens s'arrogent les richesses produites : de 1800 à 1913 leur revenu par habitant augmente de 222%, et seulement de 9% pour les Africains et 1% pour les Asiatiques.

Ainsi se construit une « économie-monde » capitaliste, où un centre impose son pouvoir à des zones périphériques dont l'exploitation doit répondre à ses besoins. Cette structuration inégalitaire entre métropoles européennes et colonies instaure une fracture profonde du monde, qui va marquer durablement et les flux de matières et le sort des populations.

Une autre structure inégalitaire se développe en Europe et en Amérique du Nord avec l'industrialisation. La société se sépare entre entrepreneurs qui détiennent un capital, et travailleurs qui vendent leur force de travail. La prolétarianisation de ces derniers s'accompagne de conditions de vie effroyables, les salaires trop bas obligent les enfants à travailler. Il faudra un siècle de luttes pour conquérir peu à peu limitation du temps de travail, hausse des salaires, interdiction du travail des enfants, liberté syndicale, droit de grève, et protections sociales.

Le libéralisme économique s'impose, l'abondance devant être apportée, ainsi que l'assure Adam Smith dans *La richesse des nations* en 1776, par la division du travail, le libre échange et le marché. Le rôle de l'État doit être limité au strict minimum, afin de ne pas perturber le fonctionnement du marché. L'économique affermit son emprise sur le politique.

Après la crise de 1929 et la seconde guerre mondiale toutefois, l'Etat reprend la main avec des politiques Keynésiennes comme le New Deal ; le capitalisme connaît une phase de régulation, grâce aux enseignements de la crise et à un souci de cohésion sociale motivé par la crainte d'une contamination par l'idéologie communiste. Mais cela ne dure pas. Le bloc soviétique s'effondre en 1989, la Chine ouvre son économie en 1978 et adhère à l'OMC en 2001. Dès lors le libéralisme économique rebondit de plus belle, sans plus de freins à l'ambition d'une privatisation et d'une marchandisation totale du monde : le libre échange au sein d'un grand marché planétaire garantira la prospérité de tous.

Le néolibéralisme prospère dans les esprits grâce à une confusion latente entre libéralisme économique et libéralisme politique, où le second est réduit au premier et finalement anéanti par lui. En effet, le politique semble gagné par une forme d'obsolescence. Les États sont impuissants face à des firmes internationales dont le poids équivaut souvent au leur, appauvris par une évasion et une optimisation fiscales gigantesques, soumis aux agences de notation en raison de la dette qu'ils ont dû contracter à chaque crise provoquée par les aléas du libéralisme. L'interpénétration entre élites économiques et politiques ainsi que l'omniprésence des lobbyistes⁷ dénaturent le débat démocratique. Les citoyens, se sentant abandonnés en rase campagne, deviennent la proie des

⁷ 1 lobbyiste pour 2 à 3 fonctionnaires des instances européennes

populismes ou renoncent à participer.

Au nom du profit, la rationalité économique justifie un effondrement moral qui autorise la mainmise sur les écosystèmes et l'asservissement des peuples. D'un côté des destructions environnementales et pollutions dont les coûts sont externalisés, de l'autre une ubérisation du travail, sous-traité à des auto-entrepreneurs rémunérés à la tâche, sans protection sociale.

Tout cela serait justifié par la théorie du ruissellement, mais, l'examen dans la longue durée des inégalités sociales depuis la fin du paléolithique montre que la richesse n'a aucunement « ruisselé ». Selon des études basées sur le coefficient de Gini, calculé à partir de la taille des habitations, les inégalités sont beaucoup plus fortes aujourd'hui qu'elles ne l'ont jamais été depuis 10 000 ans⁸. Ce phénomène s'accélère sur la période récente : le *Rapport sur les inégalités mondiales* de 2018 montre qu'entre 1980 et 2016 les 1% les plus riches ont capté 27% de la croissance économique, c'est à dire autant que les 70% les plus pauvres ; en termes de patrimoine, les 10% les plus riches possèdent 75% des richesses, les 1% les plus riches en détiennent 40% et les 0,1% les plus riches en accaparent 19%.

Une telle concentration des richesses vide de sens l'idée d'un « nous », d'un collectif indifférencié pour désigner la communauté humaine. Cette concentration par une élite internationale est obscène à double titre : le niveau de ces inégalités, et la destruction des écosystèmes que cela représente pour le bénéfice d'une infime minorité.

Le changement du rapport entre humains et nature va de pair avec le changement des rapports des humains entre eux : c'est à partir de ces deux images en miroir qu'il faut imaginer les horizons de notre futur.

Pour une transition copernicienne

Les auteurs des travaux sur les limites planétaires se placent dans la continuité du rapport Meadows, *Les limites à la croissance*, publié en 1972. Celui-ci établissait, sur la base d'une modélisation numérique du système socio-économique et de la capacité de charge de la planète (en termes de ressources et de capacité d'absorption des pollutions), que la poursuite indéfinie de la croissance dans un monde fini ne serait pas possible⁹. Elle conduirait à un effondrement du système dans le courant du XXI^{ème} siècle, en raison, selon les scénarios, soit de la difficulté croissante de se procurer des ressources¹⁰, soit d'une crise environnementale majeure. Des travaux de recherche ultérieurs¹¹ mettent en avant un autre facteur : l'augmentation des inégalités, pouvant à lui seul provoquer l'effondrement du système.

La communauté internationale n'est pas restée indifférente aux préoccupations environnementales ; celles-ci furent débattues lors de la Conférence de Stockholm en 1972, laquelle déboucha sur la création du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, et fut suivie de la publication en 1987 du rapport Brundtland, *Notre avenir commun*. Ce rapport institua le concept de développement durable, défini comme un « mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Il eut le mérite de mettre en avant des objectifs de préservation de l'écosystème terrestre, du bien-être des sociétés et de coopération internationale. Mais, dans les faits, il n'a évité ni la poursuite des

⁸ Le coefficient de Gini va de 0 à 1, 0 étant l'égalité parfaite, et 1 l'inégalité maximale ; Chasseur-cueilleurs : 0,2 ; Mésopotamie (-3000) : 0,4 ; Pompeï romaine : 0,5 ; Espagne actuelle : 0,58 ; Chine actuelle : 0,73 ; États-Unis : 0,8.

⁹ Lire [la synthèse de Les limites à la croissance](#) (édition 2005)

¹⁰ En raison en particulier de la diminution du taux de retour énergétique, c'est à dire le ratio entre l'énergie utilisable et celle consommée pour l'obtenir

¹¹ Modèle HANDY (*human and nature dynamics*)

destructions environnementales ni la montée des inégalités¹².

Le développement durable s'est avéré être un concept insuffisant, en sus d'être très anthropocentré. Imprécis, il n'a eu que peu d'impact réel, et il apparaît aujourd'hui comme un récit qui a masqué la montée des périls écologiques et sociaux. Sa représentation comme intersection de ses trois piliers que sont la nature, la société et l'économie, montre une conceptualisation erronée, où chacune de ces trois sphères aurait sa propre existence indépendamment des autres, hors cette intersection qui serait à créer. Cette vision est certes un progrès par rapport à celle du néolibéralisme qui considère comme première la sphère de l'économie et y soumet la sphère politique, puis la sphère sociale et enfin la nature. Mais c'est un changement plus radical d'imaginaire qu'il nous faut opérer : une véritable révolution copernicienne, à l'instar du passage du géocentrisme à l'héliocentrisme.

Il s'agit de remettre les sphères dans l'ordre : la nature englobe la société, qui englobe le politique, lequel englobe l'économie. Ainsi l'économie, inféodée à la sphère sociale, revient à sa vocation première, qui est de satisfaire aux besoins des humains. La sphère politique, située entre les deux, doit assurer la souveraineté du peuple et la primauté du collectif sur les intérêts économiques individuels. La nature, condition de toute vie, abrite toutes les autres sphères, ainsi enserrées par les limites de la planète.

Ce schéma structure la réalité en un système global, qui appelle une approche holistique, et non en silos séparés, des phénomènes. Cette vision globale et intégrée converge avec la théorie symbiotique de [Lynn Margulis](#), l'hypothèse Gaïa de [James Lovelock](#), ou encore le concept de Terre Mère de certains peuples autochtones. La Terre est une unité à la fois biotique et abiotique, où les humains et leurs réseaux sociaux et économiques constituent une partie de la biosphère.

L'urgence est de construire une autre façon d'habiter le monde, en prenant conscience d'un destin commun qui ne se limite pas à la sphère sociale mais s'élargisse à l'ensemble du vivant. Dans cette révolution, la culture joue un rôle essentiel, car l'imaginaire humain est au cœur de l'institution de la société, comme le souligne [Cornélius Castoriadis](#). Il nous faut retrouver une culture du commun.

Le commun désigne à la fois une pratique (le *koinon* d'Aristote, délibération en commun des citoyens), et des biens qui par nature n'appartiennent à personne et dont l'usage est commun à tous (les *res commun omnium* ; les *commons* anglais et les *communaux* en France). Le mouvement néolibéral s'est appuyé sur un article de Garrett Hardin de 1968, *La tragédie des communs*, pour soutenir que seule la privatisation des communs pouvaient les sauver d'une surexploitation. Mais l'économiste américaine Elinor Ostrom a montré, sur la base d'un grand nombre d'exemples historiques, que la façon la plus efficace pour préserver la durabilité des communs étaient leur gestion par un collectif des usagers, qui établissent eux-mêmes les règles de gestion et les sanctions éventuelles. Pour elle, comme pour le philosophe Pierre Dardot et le sociologue Christian Laval, un bien ne devient un commun que s'il est institué, géré comme tel.

Le caractère autopoïétique¹³ de la biosphère, à la fois œuvre des vivants et condition de leur existence (humains inclus), invite à la considérer comme un commun primordial, celui qui nous fait vivants. De même la société a été développée par les humains et a permis leur développement : c'est le second commun originel, celui qui nous fait humains. Ces deux communs nous ramènent à l'essence de l'Homme et à celle du vivant, et nous parlent de coopération, de solidarité et d'interdépendance. Ils nous invitent à une nouvelle éthique, non plus anthropocentrée mais écocentrée, qui reconnaisse une valeur intrinsèque à la nature, et intègre en son cœur le concept de limites.

¹² NDLR : ce rapport était explicitement basé sur deux hypothèses qui se sont avérées fausses : 1-les limites planétaires étaient encore assez loin d'être franchies ; 2-les pays industrialisés allaient réussir à découpler la croissance de la pollution. Cf l'article [La prospérité](#).

¹³ Autopoïèse : fait de se produire soi-même.

Notre première préoccupation doit être de préserver et si besoin de restaurer ces deux communs. Nous devons être lucides face à la complexité de la tâche : les solutions à mettre en œuvre sont difficiles à tracer, et les chemins peuvent être pluriels. On peut cependant placer certains jalons dans chacune des sphères sociale, économique et politique.

Il faut en finir avec la négation par le néolibéralisme du concept de société, avec l'idée d'individus atomisés acteurs rationnels d'un grand marché planétaire, et avec l'injonction faite à chacun de s'adapter. Darwin a montré que la sélection ne favorise pas les individus les plus adaptés mais les groupes les plus solidaires¹⁴. Il faut réinscrire l'individu au sein d'un corps social revigoré et dans une suite de générations, héritières d'un passé et ouvertes sur un avenir commun.

L'économie doit être « ré-encadrée », selon l'expression de [Karl Polanyi](#) dans la *Grande transformation*, dans ces relations sociales renouvelées. La « science » économique est basée sur nombre d'erreurs fondamentales : la nature y est considérée comme un stock gratuit sans valeur intrinsèque, le PIB n'inclut pas les destructions d'écosystèmes, les lois fondamentales qui régissent le bilan thermodynamique de la planète y sont ignorées¹⁵... Elle entretient ainsi le mythe d'un découplage futur entre croissance économique et dégradations environnementales, grâce à de nouvelles technologies. Ce découplage est illusoire, car l'extraction de ressources est de plus en plus énergivore et destructrice au fur et à mesure que celle-ci sont plus difficiles à atteindre, et l'effet rebond efface les gains éventuels d'efficacité. Il faut aller vers une économie du bien-être plutôt que de l'accumulation matérielle, comme le recommande le second rapport de l'Agence européenne pour l'environnement¹⁶, lequel souligne que la croissance étant « culturellement, politiquement et institutionnellement enracinée », cela nécessite un dépassement organisé démocratiquement.

Il faut donc rétablir l'espace public du débat, afin de construire de nouveaux récits et des projets politiques qui s'articulent autour de la durabilité de nos deux communs fondamentaux, dans l'enthousiasme de nouvelles utopies. Il s'agit de retrouver le « trésor perdu » évoqué par [Hannah Arendt](#)¹⁷, celui des deux révolutions de 1776 et 1789, qui avait pour nom « bonheur public » en Amérique et « liberté publique » en France. A travers lui, les révolutionnaires avaient « créé cet espace public entre eux où la liberté pouvait apparaître », cet espace où d'autres possibles peuvent faire irruption.

Le caractère systémique et global de la crise de l'Anthropocène oblige à poser également la question politique à l'échelle internationale. L'institution de la « communauté des peuples » d'Arendt est nécessaire, pour résorber la fracture Nord-Sud et pour échapper aux effets désastreux de la compétition néolibérale. La création d'une Cour internationale de justice pour l'environnement et la reconnaissance du crime d'écocide sont également indispensables. Comme le dit la juriste [Sarah Vanuxem](#), il faut repenser le droit, pour développer une vision écocentrée des droits et établir un véritable droit de la terre et du vivant.

La réduction de la fracture Nord-Sud suppose que les pays du Nord aident les pays du Sud, qui sont les plus exposés aux conséquences du changement climatique alors qu'ils en sont très peu responsables : les 10% les plus riches émettent environ la moitié des GES alors que la moitié la plus pauvre en émet à peine plus de 10%. Pourtant, au lieu d'alimenter le fond annuel prévu par les accords de Paris, nombre de pays du Nord préfèrent construire des murs¹⁸ pour tenter de contenir des flux migratoires intensifiés par les inégalités économiques et les effets du changement climatique.

¹⁴ Darwin, *La Filiation de l'homme*, 1871

¹⁵ John Schramski, écologue américain

¹⁶ *Growth without Economic Growth*, 2021

¹⁷ *Condition de l'homme moderne*

¹⁸ Ces murs, de plus en plus nombreux, sont cartographiés par Delphine Papin et Bruno Tertrais

Ces migrants, qui font l'expérience tragique de la perte de leur monde à la fois social et écologique, apparaissent aujourd'hui comme les personnages emblématiques de l'Anthropocène.

Objectif Terre : refaire société

Situation inédite, l'humanité est arrivée aux limites de notre planète, et la perte irrémédiable de notre monde menace. Il ne s'agit pas de savoir s'il faut se résoudre au pessimisme ou si l'on peut encore rester optimiste : la question est d'être lucide. La transition écologique vers un modèle durable est urgente, et les limites planétaires constituent le cadre absolu à l'intérieur duquel elle doit être pensée.

Un tel processus représente un changement sociétal d'une ampleur comparable à la révolution agricole ou à la révolution industrielle, nous dit [William Ruckelshaus](#), sauf que ces dernières se sont déroulées de façon progressive, spontanée et en grande partie inconsciente, et qu'il s'agit désormais d'une opération urgente, délibérée, incitée par la science et guidée par le politique ; c'est la première entreprise du genre depuis que les hommes peuplent la terre.

La transition proposée ici est résolument « verte » et « rouge » ; elle doit nous conduire de la croissance à la durabilité, de la compétition au partage ; elle donne la priorité absolue à la préservation de nos deux communs les plus précieux : la société et la communauté biotique. Ils sont la boussole capable de donner du sens à la transformation de notre façon d'habiter le monde. Il s'agit de refaire société entre tous les humains et d'ouvrir notre espace social à tous les autres vivants. Une telle transition suppose un changement radical d'imaginaire, et confère une importance primordiale aux leviers de la culture. Si la transition est une bataille, elle est d'abord une bataille des idées.

Ce que j'en retiens

Cet ouvrage est à la fois extrêmement riche, éclairant, et accessible. La mise en perspective, depuis les origines, du destin entrecroisé du vivant et des sociétés humaines est saisissante et permet une compréhension bien plus claire de l'Anthropocène.

Je n'avais jamais réalisé que la vie avait elle-même modifié son environnement et créé les conditions de son évolution, notamment avec le surgissement de la photosynthèse. Je trouve cette idée étrangement réconfortante. Elle me porte à espérer que la vie trouvera le moyen de reprendre son foisonnement après l'Anthropocène.

Je ne connaissais pas le second livre de Darwin, et j'ignorais donc qu'il avait montré que la sélection ne favorise pas les individus les plus adaptés mais les groupes les plus solidaires. Cela aussi, je le trouve encourageant, même si je doute que la fin de la société néolibérale soit une fin paisible.

La révolution copernicienne que propose Michel Magny fait écho aux travaux de [Nicholas Georgescu-Roegen](#), économiste américain, premier penseur de la décroissance et de la bioéconomie. Elle me conforte dans la conviction que l'économie régénérative est notre seule option.

Mais elle va au-delà, en offrant un cadre conceptuel qui remet non seulement l'économie mais aussi le politique à leur juste place. Ce cadre vient souligner que la transformation de l'économie ne peut être réalisée sans des transformations culturelles et politiques profondes. D'où l'importance de l'engagement des intellectuels dans la transition, et la nécessité absolue de réinvestir le politique.

S.F.G.